

Tous ensemble

Salariés du public & privé



LE PROJET RAFFARIN SUR LES RETRAITES COÛTERA TRÈS CHER À TOUS

Nous sommes tous concernés et face à l'arrogance du gouvernement et ses tentatives de diviser les salariés, nous devons organiser la riposte.

Les 300 000 salariés de la construction qui devraient normalement partir en retraite dans les 5 prochaines années sont en droit de s'interroger avec le projet RAFFARIN, à la fois sur la possibilité de leur départ et sur le montant de leur retraite.

Pour des salariés qui ont une espérance de vie bien inférieure à tous les autres (7 ans de moins), bonjour les dégâts !

Cette situation est d'autant plus inadmissible que des milliers de salariés de la construction exercent un métier pénible.

C'est pourquoi nous exigeons le départ à la retraite à 55 ans avec 85 % du salaire de référence calculé sur les 10 meilleures années pour les salariés exerçant un métier pénible.

Le gouvernement s'entête à faire supporter les conséquences de cette réforme aux seuls salariés alors que les entreprises sont épargnées. Rien n'est pris sur les bénéfices des groupes, ni sur le capital alors que les cadeaux distribués au patronat font aujourd'hui cruellement défaut dans les Caisses de retraite.

La précarité, le sous-emploi, le chômage affectent profondément et durablement les ressources de la Sécurité sociale et des régimes de retraite complémentaire. Rappelons qu'un million d'emplois supplémentaires représente 12 milliards de recettes nettes.

L'augmentation de la productivité, les économies réalisées sur le dos des salariés ont conduit à un recul de la part de la masse salariale dans les richesses créées de 11,8 points entre 1982 et 2000, pour un montant de 29,3 milliards d'Euros de cotisations pour la Sécurité sociale, soit l'équivalent, pour la seule année 2002, du tiers du besoin total de financement des droits des salariés avant la réforme de Balladur de 1993.

Pour faire échec à l'opposition entretenue par le gouvernement entre le public et le privé, il est vital que les salariés de la construction participent massivement aux actions et manifestations prévues le 10 juin.

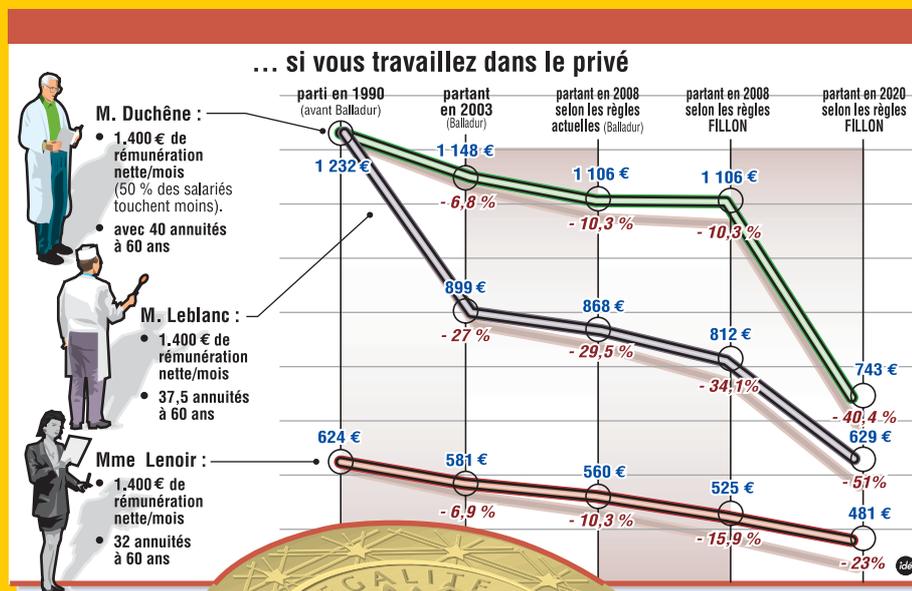
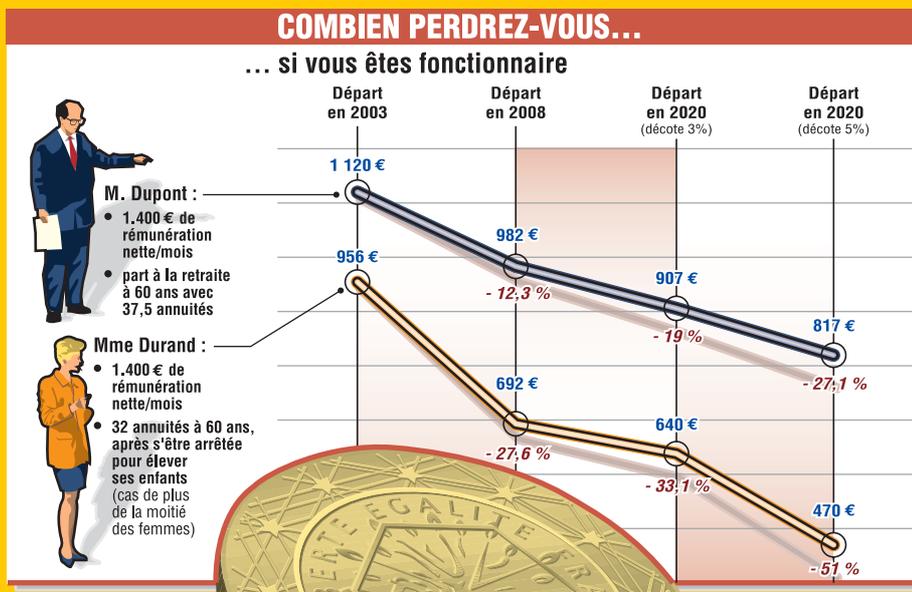
Dans ce contexte, la Commission exécutive fédérale vous appelle à faire du 10 juin une grande journée nationale d'actions et de grèves.

Montreuil, le 4 juin 2003

La droite tape dur et fort C'est un véritable gouvernement de casseur !

1. Augmentation pour tous, public et privé, de la durée de cotisations jusqu'à 42 années ;
 2. baisse des pensions de 30 à 40% ;
 3. marginalisation de la répartition, développement de la capitalisation ;
- on se retrouvera avec des grands parents au travail alors que leurs petits enfants seront au chômage.**

Salarié-e-s du public ou du privé, tous perdant-e-s



La lettre de Raffarin aux Françaises et aux Français

“Je me suis engagé à vous dire la vérité : la solution, c'est un effort partagé”.

**Mensonge !
Seuls les salariés paieront**

On lutte partout en Europe :

En Autriche, en Allemagne, en Italie, partout les gouvernements tentent d'imposer la même logique de régression sociale. Partout comme en France ils se heurtent à des mobilisations puissantes qui se renforcent.

L'avenir que veut le Front national

“Il faudra travailler plus et plus longtemps”.

J.-M. Le Pen